

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS ET ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delzly, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50

— Le numéro, 15 centimes.

DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.

— Le numéro, 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne

Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co

Place de la Bourse, 8

ETABLISSMENT DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12

Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE
QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0	81 20	» » » »
3 0/0 amortiss.	82 65	» » » »
4 1/2 0/0 1883	103 85	» » Ex-c.
Cons. anglais	99 7/8	1/16 » » »
Italian	94 70	» » » »
Flor. autric. (or)	89 3/4	» » » »
Esp. Extér. nouv.	57 3/4	» » 1/16
Egyptien 6 0/0	327 50	» » 1 25
Ch. Egyptiens	432 50	» » 2 50
Turc 4 0/0 (nouv.)	16 25	» » 1 25
Banque ottomane	525 »	» » 1 25

Nous prions ceux de nos lecteurs dont l'abonnement est expiré à la date du 31 JUILLET de vouloir bien le renouveler le plus tôt possible, afin d'éviter tout retard dans la réception du journal.

PARIS, 1^{er} AOUT

DERNIÈRES NOUVELLES

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Présidence de M. Devès

La Chambre adopte des projets de loi autorisant les villes de Cannes, de Nice et de Saint-Etienne à contracter des emprunts.

Un projet de loi autorisant le département du Rhône à changer l'affectation d'un emprunt, et un projet de loi autorisant le département du Cher à créer des ressources extraordinaires.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant ouverture, au ministère de la marine, d'un crédit de 624,722 fr. pour l'organisation de la colonie d'Obock et du protectorat de la France sur l'Adjourné et les territoires voisins, jusqu'à Gubbel-Karab.

M. J. Périn dit que la création d'une colonie nouvelle et d'un nouveau protectorat peut entraîner beaucoup de difficultés ; c'est en 1862 que ce coin de territoire fut acheté, et c'est en 1883 que les droits de la France, oubliés jusqu'alors, ont été réveillés par M. Ferry.

Déjà nous avons là-bas toute une organisation de colonie sur laquelle la Chambre n'a pas été consultée. Il y a tout un personnel de fonctionnaires civils et militaires, des troupes et un résident. Ils attendent, sous une température de 45 degrés, les colons, qui ne viennent pas et qui ne viendront pas dans cette colonie fatale.

La commission supérieure des colonies avait donné son avis en se prononçant contre l'occupation d'Obock jusqu'au jour où un mouvement de commerce et de colonisation se serait dessiné suffisamment pour justifier l'intervention du gouvernement.

(La séance continue.)

AU LUXEMBOURG

En séance, le Sénat valide, sur le rapport de M. Allou, au nom du huitième bureau, l'élection de MM. Soufflot, de Ralsmes, Leguen et l'amiral Halna du Fréty, nommés dans le Finistère.

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis ce matin, à l'Elysée, sous la présidence de M. Jules Grévy.

M. de Freycinet a rendu compte de la séance tenue hier par la Conférence monétaire. On sait que, dans cette séance, les délégués ont résolu d'en référer à leurs gouvernements au sujet de la proposition faite par M. Pirmez, délégué belge, tendant à proroger d'une année la convention de 1878 dans le but d'étudier les moyens d'arriver à une entente relative à la clause de liquidation proposée.

Le gouvernement combattra la résolution adoptée par la commission des finances du Sénat, tendant à ne pas autoriser le ministre des finances et le ministre de l'intérieur à appliquer aux chemins vicinaux de la métropole une somme de 20 millions prélevée sur les 40 millions accordés par la loi du 10 août 1879 pour les chemins vicinaux de l'Algérie.

Les ministres se sont occupés du crédit de 947,000 francs demandé pour l'organisation des établissements français du golfe de Guinée, sur lequel une somme de 300,000 francs est destinée à indemniser l'Association internationale africaine. Ils en demandent la discussion avant la clôture de la session, ainsi que du crédit de 624,720 pour Obock.

Le cabinet expliquera que ce dernier crédit sera employé à l'installation d'un dépôt de charbon sur ce point de la côte de la mer Rouge, et non à l'organisation d'une colonie dans le sens général que comporte cette expression.

Le ministre de la guerre a reçu une longue dépêche du général de Courcy. La plus grande partie est relative à un projet général de réorganisation de l'administration de l'Annam et du Tong-King.

Le général fait connaître, en outre, que le ministre des finances et le ministre des travaux publics, ayant abandonné Thu-Yet et s'étant cachés dans le Quang-Tri, ont été faits prisonniers par un détachement annamite.

Le pays devient de plus en plus tranquille.

INTÉRIEUR

M. de Hohenlohe, de retour à Paris, a repris possession de l'ambassade d'Allemagne.

Il a été reçu par notre ministre des affaires étrangères, avec lequel il s'est entretenu fort longuement.

Comme nous l'avons déjà annoncé, M. de Hohenlohe ne quittera définitivement Paris pour prendre le gouvernement de l'Alsace-Lorraine qu'au mois d'octobre.

On dit que le comte Munster n'est pas disposé à accepter le poste d'ambassadeur en France.

L'emprunt de la Ville

On nous assure que l'accord entre les parisiens et les adversaires de l'emprunt

de la Ville se fera sur une proposition de M. Jacques.

Ce projet consisterait à autoriser la ville de Paris à émettre des bons de la caisse jusqu'à concurrence de 250,000 millions, de 1886 à 1896; cette émission se trouverait donc répartie sur une période de dix années.

Les intérêts de ces bons seraient payés au moyen de 11 centimes additionnels.

Enfin, leur remboursement aurait lieu au moyen d'un emprunt, dès que l'annuité de 10,500,000 francs aujourd'hui affectée au service des emprunts 1855-1860 sera devenue libre, par suite de l'entier amortissement de cet emprunt.

De cette manière, il n'y aurait pas de charges nouvelles pour les contribuables.

EXTÉRIEUR

Berlin, 1^{er} août.

M. le baron de Courcel, ambassadeur de France à Berlin, est parti cette après-midi pour Paris.

Londres, 1^{er} août.

On télégraphie de Madrid, vendredi matin :

Le bulletin du choléra de ce matin montre que, dans les dernières vingt-quatre heures, il y a eu 2,616 cas nouveaux et 1,039 morts, ce qui montre une certaine amélioration sur le bulletin de la veille.

La maladie fait des progrès effrayants à Grenade, où on signale beaucoup de cas nouveaux.

Dans Madrid même, on comptait hier 49 cas et 30 morts.

Londres, 1^{er} août.

La *Pail Mail Gazette* a organisé un meeting pour ce soir, sept heures, devant l'hôtel de Cannon street, en vue de provoquer une démonstration monstre dans Hyde Park.

Le but est de sauver les jeunes filles d'horreurs sans nom.

L'article de la *Gazette* est adressé à la ville de Londres qu'elle accuse d'apathie et d'indifférence, quand, dans les autres villes, des meetings enthousiastes se réunissent pour défendre cette bonne cause.

Londres, 1^{er} août.

Hier soir, à la Chambre des communes, a lieu la discussion des articles du bill pour la protection des jeunes filles.

Par 125 voix contre 91, la Chambre rejette un amendement de M. Fowler, appuyé par le gouvernement, tendant à joindre la peine du fustigement à celle des travaux forcés pour tout individu reconnu coupable d'avoir séduit une jeune fille âgée de moins de treize ans.

Un autre amendement, portant que l'acte de séduire une fille âgée de moins de seize ans est un crime punissable de deux ans de travaux forcés, est adopté par 179 voix contre 71.

INFORMATIONS

Certains journaux continuent à affirmer que l'envoi à Messine de M. Thibouville, naguère consul à Saint-Sébastien, est, en réalité, une disgrâce.

Pour prouver le contraire, nous n'avons qu'un mot à dire : le poste de Messine comporte 15,000 francs d'appointement, plus des frais de service; celui de Saint-Sébastien ne rapporte que 14,000 francs.

Les ultra-radicaux qui ont fait tant de bruit au sujet de cette affaire sont donc littéralement volés.

Notre plénipotentiaire à Bucharest a fait d'inutiles efforts pour renouer des relations commerciales avec le gouvernement roumain : M. Bratianu, qui est resté l'homme de M. de Bismarck pour aimer le représentant de la France, se montre intraitable.

En dépit des efforts de M. Orleaga, à partir du 10 août, l'augmentation de 50/0 frappant les marchandises françaises sera donc appliquée sur la frontière roumaine. C'est la ruine complète du commerce entre deux nations faites pour s'entendre.

Le contre-amiral Miot a demandé qu'un colonel soit mis à disposition pour prendre le commandement supérieur des troupes de terre, qui font partie du petit corps expéditionnaire de Madagascar.

Le ministre de la marine a déferé à son désir : dès que le crédit de 12 millions demandé par le gouvernement aura été voté par le Sénat, un colonel accompagnera d'un petit état-major sera envoyé à Madagascar.

Cet officier sera naturellement placé sous les ordres du contre-amiral Miot, qui conserve le commandement en chef de l'expédition.

LA CANDIDATURE OFFICIELLE

La *Petit Bastian* annonce que le préfet de la Corse a soumis au ministre de l'intérieur une liste de candidats républicains pour les élections législatives ; le même journal ajoute que la combinaison proposée a été agréée par M. Allain-Targé.

C'est la seconde fois, en moins de huit jours, qu'il est question des procédés électoraux du gouvernement, et nous avons raconté comment, la semaine dernière, des députés radicaux furent sur le point d'interpeller en raison des « agissements des préfets pratiquant ouvertement la candidature officielle au profit des candidats opportunistes ».

On connaît la réponse des journaux ministériels : ce sont des « racontars », disent-ils, ou bien encore : ce sont de « ridicules cancanes de province » ; c'est dans la *République française* que nous relevons ces mots. Mais, en dépit du dédain de cette feuille pour la « province » et quoiqu'elle affecte d'insinuer que, pour elle, ce qui vient des départements ne

compte pas, son attitude ne trompera personne. Il y a moins de cancanes dans tous les départements de France que dans les couloirs de l'opportunisme, et les nouvelles départementales sont toujours plus vraies que toutes les affirmations républicaines qu'on pourrait produire.

Nous continuons donc à croire aux indications que nous nous sommes développées l'action électorale de M. Allain-Targé, nous nous ferons un devoir d'en tenir bonne note.

Le ministre de l'intérieur est, d'ailleurs, tout comme le chef du cabinet, dans un embarras personnel extrême M. Allain-Targé a comme M. Brissot les meilleures raisons pour douter de sa réélection à Paris. C'est pourquoi il serait ravi, à l'heure qu'il est, de figurer sur une liste républicaine de l'arrière, aux côtés de M. Lasbaysses.

Qui donc imaginerait qu'un ministre de l'intérieur, dont la réélection est si compromise, se désintéresse de l'action électorale ?

M. Allain-Targé fera pour lui d'abord de la candidature officielle, et aussi pour ses amis. Nous ne perdons donc pas de vue ses exercices dans ce genre.

Le *Journal officiel* promulgue ce matin la loi concernant les contributions directes et les taxes y assimilées de l'exercice 1886.

C'est une fraction importante du budget des recettes, qui règle l'impôt personnel, mobilier, l'impôt foncier (propriétés bâties et propriétés non bâties), l'impôt des portes et fenêtres, l'impôt des patentes.

Les taxes assimilées aux contributions directes sont : la taxe des biens de main-morte, les redevances des mines, les droits de vérification des poids et mesures, la contribution sur les chevaux et voitures, la taxe sur les cercles, les billards, les chiens, les prestations en nature, etc.

Il y avait urgence à ce que la loi en question fût promulguée, car les agents des contributions directes n'auraient pu sans cela procéder à leur travail de révision annuelle.

Ce travail, pour que les rôles soient arrêtés et publiés en temps utile, doit être terminé fin septembre au plus tard dans les cantons et les communes rurales.

Ajoutons que le principal des contributions directes sort de base à l'établissement des nombreux centimes additionnels, sans lesquels l'Etat, les départements et les communes ne parviendraient pas à équilibrer leurs budgets, même en apparence.

En même temps que le *Journal officiel* promulguait la loi concernant les recettes des contributions foncière, personnelle, mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, il enregistrait pour les départements nombre d'autorisations d'emprunts et par conséquent de dépenses.

Ces emprunts, comme nous le disions tout à l'heure, se traduisent par des impositions de centimes additionnels dont on se fera une idée quand on saura que, d'après les calculs les plus récents, la moyenne en France dépasse 50 centimes par franc.

Beaucoup de communes voient même le principal de leurs impositions plus que doublé par ces centimes additionnels.

Peut-on s'étonner, en présence de telles constatations, que le commerce souffre et que l'agriculture soit aux abois ?

En Seine-et-Oise

Tout est prétexte à réclame électorale pour un bon opportuniste.

Un des combattants de cette guerre chinoise, que M. Jules Ferry fit voter à M. Ferdinand Dreyfus et autres députés dociles, revient du pays ; parti simple soldat, il est sous-lieutenant, mais il rapporte une blessure. Ses camarades le félicitent, ce qui est parfait. Seulement, M. Ferdinand Dreyfus se mêle à la fête, et voilà le triste côté de l'événement.

C'est à Chevreuse que la chose se passe : charmante petite ville non éloignée de l'ancienne retraite des austères philosophes de Port-Royal ; aujourd'hui, c'est un des centres français-maçonniques de cette contrée de Seine-et-Oise, et M. Dreyfus n'a garde de négliger ce pays.

Il a donc voulu prendre part à la fête donnée au sous-lieutenant Durain, qui s'est trouvé assis, hélas ! entre ce député et le maire de Chevreuse, lesquels (encore hélas !) lui ont imposé chacun un discours.

Ce maire s'appelle Cadou ; la note que M. Dreyfus a fait communiquer aux journaux par l'Agence Havas l'appelle Cadou ; mais il y a lieu de croire que cette erreur a été inspirée par un refrain local qui a le plus grand succès depuis quelque temps, et qui contient ceci :

Mais qu'a donc Cadou ?

Ainsi chansonné, le maire Cadou, qui est tanneur de son métier, ne tient pas boutique d'éloquence. Il y a pourtant été de son toast, et l'Agence Havas n'hésite pas à affirmer qu'il s'est exprimé en termes éloquentes.

Mais c'est surtout M. Ferdinand Dreyfus qui a essayé de se couvrir de gloire, en déployant ce talent oratoire qu'il garde précieusement pour les circonstances exceptionnelles et électorales.

Dans une improvisation qu'il avait préparée avec soin, il a loué la guerre fonkinoise, et a paru s'applaudir fortement d'avoir participé, de complicité avec M. Ferry, à engager cette aventure.

Nous croyons que M. Dreyfus fait fausse route.

À lieu de braver l'opinion générale en se félicitant de ses histoires coloniales, il ferait mieux de parcourir tout le département de Seine-et-Oise, pieds nus, la corde au cou et une chandelle de six livres à la main, implorant le pardon des contribuables et des pères de famille, en péniat repentant. On verrait alors s'il est digne de pardon.

Mais ses allures de triomphateur lui font du tort. Elles invitent trop à s'occuper de lui, elles poussent à examiner de près son cas électoral ; et c'est ce que l'on commence à faire en Seine-et-Oise, où les électeurs se disposent à demander compte à M. Dreyfus, aussi bien de la situation qu'avait son père dans les diverses affaires du Crédit général français, — que de sa propre situation politique dans les affaires chinoises, ferristes et, pour tout dire en un mot, opportunistes.

DIALOGUE DES MORIBONDS

Deux députés, l'un de la droite, l'autre de la gauche opportuniste, ennemis en séance, camarades dans les couloirs, causaient familièrement des élections prochaines.

— La date est-elle enfin fixée ? demandait le conservateur au républicain. Il n'est plus question du mois d'août. Est-ce pour le mois de septembre ?

— Peut-être irons-nous jusqu'au commencement d'octobre...

— Faute de pouvoir aller plus loin. Vous me faites l'effet d'un malheureux qui a une dent à arracher. D'avance on est plein de courage. Quand le moment approche, on a toujours quelque bonne raison pour renvoyer l'affaire au lendemain.

Tenez ! Vous avez trop du suffrage universel. Vous sentez que vous l'avez écorché ; qu'en exaspérant les classes supérieures par vos odieuses vexations, vous n'avez pas su garder la confiance de votre clientèle populaire en vous occupant d'elle, en cherchant à améliorer son sort. Quand elle vous demandera ce que vous avez fait depuis le jour où elle vous avait chargé de la représenter, vous serez réduit à lui répondre comme Sièyès : « J'ai vécu » ; vous pourriez même dire : « J'ai bien vécu ». Mais je doute que cette sorte de satisfaction au second degré lui semble suffisante.

— Comment ! Vous avez osé dire que nous avons négligé les intérêts du peuple !

— Qu'avez-vous donc fait pour lui ?

— Ce que nous avons fait ! Vous l'oubliez ! Nous avons fait une grande commission. Une commission de quarante-quatre membres, entendez-vous ! Cette commission s'est divisée en sous-commissions. Elle a ouvert une enquête. Elle a recueilli des dépositions. Plusieurs de ses membres ont poussé le dévouement à la cause populaire jusqu'à visiter les principaux centres industriels de la France et même de l'étranger.

— A leurs frais ?

— On ne pouvait leur imposer une telle charge. D'ailleurs, les frais étaient peu considérables. Vous savez bien que nous voyageons gratis sur tous les chemins de fer.

— C'est-à-dire aux frais des actionnaires. Je ne vous chicanerai pas pour si peu, du reste, si tous ces voyages, toutes ces enquêtes avaient abouti à un résultat quelconque. Mais il n'en est rien sorti.

— Rien sorti ! Voilà bien la justice des partis ! Il en est sorti un rapport, mon cher collègue, un volumineux rapport, rédigé par le président lui-même, par M. Spuller. Vous ne l'avez donc pas lu ?

— Pas encore, j'en conviens. Quelles réformes demande-t-il ? Quelles lois propose-t-il ?

— Formuler des lois, indiquer des réformes en pareille matière est bien délicat. Ce problème du travail est si complexe ! On ne peut nier qu'il n'y ait des questions sociales ; mais il serait fou de prétendre les résoudre en quelques traits de plume. Quant à « la question sociale », elle n'existe pas : c'est un mot. Gambetta a eu le courage et la sagesse de le dire.

— Oui, le lendemain, quand il était arrivé. La veille, quand il voulait arriver, il écrivait au contraire qu'« en pareille matière, la forme emporte le fond » ; que les prétendues réformes accomplies par Napoléon III pour améliorer le sort de la classe ouvrière, — réformes très nombreuses, très importantes, et que je vous énumérerais si vous le désiriez — étaient des palliatifs dérisoires à sa misère, et que pour assurer le bonheur immédiat du peuple, il suffisait de renverser l'Empire. Et vous l'applaudissiez ! Et vous applaudissiez même Rochefort promettant de régler la question sociale en dix minutes... Eh bien ! mon cher collègue, les dix minutes sont passées, bien passées. Voilà quinze ans que nous avons la forme : on attend encore le fond. Puisque votre volumineux rapport ne nous le montre même pas, que contient-il donc ?

— Des renseignements très intéressants, très utiles pour les députés.

— Qui, dans huit jours, auront cessé de l'être.

— Très utiles aussi pour le public, pour les ouvriers eux-mêmes.

— Il leur indique le moyen d'améliorer leur situation ?

— Pas précisément, mais il leur apprend pourquoi elle s'est aggravée.

— Cela leur fera, comme on dit, une belle jambe. Supposez qu'étant malade, vous appeliez votre médecin, et que celui-ci vous dise : « Je ne puis pas vous guérir ; mais je vais vous expliquer très clairement quelle est votre maladie et à quoi je l'attribue. » Vous l'enverriez au diable, et trouveriez assez dur de lui payer sa visite... Comment donc le docteur Spuller définit-il donc le caractère et l'origine du mal dont se plaint l'industrie ?

— Je n'ai qu'à vous lire le *Temps*, qui analyse très exactement son rapport : « Une analyse minutieuse conduit le rapporteur à distinguer deux sortes de crises : l'une affecte particulièrement les industries dites de luxe ; la principale cause doit en être cherchée dans la concurrence étrangère, et date, pour la plupart, des événements de 1871, qui ont amené le départ des ouvriers habiles... »

— En d'autres termes, c'est la faute à la Commune ?

— Incontestablement.

— Mais, mon cher, la Commune, c'est encore la République.

— Quel paradoxe !

— Ah ! vous trouvez ?... Passons à la seconde crise.

« Elle est plus étendue, d'origine plus ancienne et tient à des causes plus profondes, notamment aux conditions de la vie sociale, qui ne peuvent être séparées de la question économique. »

— Ah ! la bonne heure ! voilà des raisons. Si le peuple ne s'en contentait pas, il serait bien difficile ; s'il ne vous remerciait pas, en vous rédisant, de les lui avoir révélées, il serait bien ingrat !

— Dieu vous entende !

— Dieu ? quel mot réactionnaire !

— C'est une manière de parler ; d'ailleurs, personne ne nous écoute.

— Mais, mon cher collègue, si l'analyse est exacte, votre rapport est incomplet. Il oublie de mentionner une troisième cause du malaise actuel, qui lui avait été clairement indiquée, cependant, par l'une des chambres syndicales qu'il avait consultées, celle des ouvriers serruriers de la Seine. La commission lui avait demandé, comme aux autres, à quelles causes elle attribuait la crise, cette chambre syndicale avait répondu : « Les causes, les voici : l'incurie, l'ignorance et l'aveuglement de nos gouvernants et de nos représentants. » Ce point de vue n'est peut-être pas à dédaigner, et M. Spuller a eu tort de le négliger ; je vous engage fortement à lui signaler cette lacune.

— Vous êtes incorrigible. Vous ne parlez jamais sérieusement.

— Plus sérieusement que vous ne le pensez. Vous le verrez aux élections prochaines... Tenez, laissez-moi vous rappeler un souvenir de jeunesse. J'assistais à une séance de l'Assemblée constituante, où, sommé de résoudre par un décret, ainsi qu'il l'avait fait espérer, le grand problème social, Ledru-Rollin s'en tira, comme devait le faire Gambetta, par des calembredaines. Alors un grand gaillard à barbe rouge, nommé, je crois, Pelletier, se leva du plus haut banc de la Montagne et lui cria d'une voix farouche : « Si vous ne savez pas résoudre le problème social, retournez-vous. » Le mot jeta un froid. Eh bien, mon cher collègue, j'ai bien peur que vous ne l'entendiez résonner bientôt à vos oreilles et que le peuple ne vous crie : « Puisqu'après m'avoir promis beaucoup plus que l'Empire, vous ne donnez beaucoup moins, puisque vous ne savez faire pour moi que des rapports, retournez-vous ! »

— Allons donc ! on ne peut décidément causer avec vous !

Et l'opportuniste s'éloigna, haussant les épaules, attendant de sourire, mais visiblement soucieux... Il songeait au dentiste !

— Pas précisément, mais il leur apprend pourquoi elle s'est aggravée.

— Cela leur fera, comme on dit, une belle jambe. Supposez qu'étant malade, vous appeliez votre médecin, et que celui-ci vous dise : « Je ne puis pas vous guérir ; mais je vais vous expliquer très clairement quelle est votre maladie et à quoi je l'attribue. » Vous l'enverriez au diable, et trouveriez assez dur de lui payer sa visite... Comment donc le docteur Spuller définit-il donc le caractère et l'origine du mal dont se plaint l'industrie ?

— Je n'ai qu'à vous lire le *Temps*, qui analyse très exactement son rapport : « Une analyse minutieuse conduit le rapporteur à distinguer deux sortes de crises : l'une affecte particulièrement les industries dites de luxe ; la principale cause doit en être cherchée dans la concurrence étrangère, et date, pour la plupart, des événements de 1871, qui ont amené le départ des ouvriers habiles... »

— En d'autres termes, c'est la faute à la Commune ?

— Incontestablement.

— Mais, mon cher, la Commune, c'est encore la République.

— Quel paradoxe !

— Ah ! vous trouvez ?... Passons à la seconde crise.

« Elle est plus étendue, d'origine plus ancienne et tient à des causes plus profondes, notamment aux conditions de

Compagnie, et aussi l'Etat qui manque de percevoir ses droits d'impôt sur les places et qui fournit aux garanties de rendement.

M. Grévy voyage *gratis*, aux frais de la Compagnie, et on réclame pour ses domestiques la même faveur qui n'est jamais refusée. Si on veut contredire à ce renseignement certain, on peut s'adresser à la Compagnie P.-L.-M., on y aura, par la correspondance, la preuve de tout cela.

Quand vous avez parlé de secrets, on l'a regretté, parce que cela prêtait le flanc à un démenti. Mais la vérité vaut mieux que le secret. M. Grévy que ce que vous aviez avancé, puisqu'il ne dépense rien de ses 300,000 francs.

Agréé, etc.

Lorsque M. Alexandre Dumas a écrit le *Père prodigue*, il n'a pas dû aller chercher son modèle à l'Elysée.

Mgr Richard, délégué par S. E. le cardinal Guibert, est allé visiter à Autenil les locaux et terrains acquis par une société anonyme spéciale, pour l'installation et le développement de l'œuvre de l'Hospice de la Providence.

C'est avec le plus grand intérêt que Mgr Richard a écouté les détails qu'on lui a donnés sur le fonctionnement de cette œuvre dont les débuts ont été si difficiles et si pénibles, et qui, grâce aux prodiges de zèle accomplis par la sœur supérieure et ses coopératrices religieuses et laïques, a pu, en cinq ans, accueillir et remplacer plus de 20,000 femmes.

Mgr Richard, vivement impressionné par la grandeur de cette œuvre et par l'infatigable dévouement des saintes femmes qui y consacrent leur existence, a déclaré que, désormais, l'Hospice de la Providence pour les femmes pouvait compter sur toute la sollicitude de Mgr Guibert.

Nous venons d'assister aux obsèques de M. Marc Jubinal, qui ont été célébrées à l'église de la Madeleine.

Dans l'assistance, très nombreuse, nous voyons remarquer MM. Victor Duruy, Georges et Albert Duruy, baron de Macdonald, baron Larrey, Raoul, Viti, Rostaing, baron de Joux, comte de l'Anglais, Beaumanoir, vicomte de Jancz, Arachon, Charles Pillet, Renaudot, Fouillet, Hyvoix père et fils, baron de Schonen, de la Chesnaye, etc., etc.

Le deuil était conduit par M. Duruy, beau-frère du défunt.

Après la cérémonie religieuse, l'inhumation a eu lieu dans un caveau de famille au cimetière Montmartre.

Malgré l'état souffrant dans lequel elle se trouve, Mme Jubinal a tenu à accompagner son fils jusqu'au cimetière.

La douleur de la pauvre mère était extrême.

C'est le lundi 3 août que doit s'effectuer, au Havre, le départ du voyage d'inauguration de la ligne canadienne française.

Une réception aura lieu, à cette occasion, à bord du *Damara*. M. Châtelet, ministre secrétaire d'Etat du Canada, arrivé ces jours-ci à Paris, y assistera, ainsi que M. Paul Casimir-Perier, président du Syndicat maritime et fluvial de France, M. Fabre, commissaire général du Canada à Paris, les autorités du Havre, etc.

Si M. Pierre Legrand, ministre du commerce est retenu lundi à Paris par la discussion du budget, il se fera représenter par un haut fonctionnaire.

Le roi et la reine de Roumanie sont attendus le 15 août à Konigsstein-taunus, où ils doivent prendre les eaux.

M. de Brazza vient de partir pour une nouvelle expédition.

Il s'agit d'aller explorer un fleuve qui vient d'être découvert par deux missionnaires anglais.

Ce fleuve se jette dans le Congo, en territoire français, près de l'Eguateur. Il s'appelle « Mobangi » et est navigable sur plus de 700 kilomètres de longueur. Les rives sont peuplées et fertiles.

La piastre mexicaine est la seule monnaie acceptée sans difficultés par les populations du Tong-King.

Tant que la solde de nos troupes a été affectée avec des monnaies françaises d'or et d'argent, les officiers et les soldats avaient beaucoup de peine à la faire accepter par les commerçants.

Le gouvernement français doit chercher les moyens de se procurer, pour le paiement du corps expéditionnaire, des piastres mexicaines en quantité suffisante. Il fit acheter toutes celles qu'on put trouver sur les marchés européens, et on s'en procura un nombre très restreint, et le change fut très onéreux.

Très embarrassé alors, le ministre des finances s'adressa à M. de Rothschild qui déclara qu'il ne pouvait lui venir en aide, mais il donna le conseil de s'adresser au gouvernement mexicain, et de le prier de faire frapper des piastres en quantité nécessaire pour le paiement de nos troupes en Extrême-Orient.

Par l'intermédiaire du représentant du Mexique à Paris, l'affaire fut facilement conclue à des conditions peu onéreuses : à l'heure actuelle, le service de la trésorerie du corps expéditionnaire reçoit directement du Mexique le numéraire, en piastres, nécessaire pour le paiement de la solde et l'entretien des troupes.

Voilà la raison pour laquelle les militaires en partance pour le Tong-King ne doivent pas les indomnités qui leur ont été dues, et qu'on les renvoie au payeur général de Hanoi pour les toucher à leur arrivée. Durant la traversée, ils ont pu dépenser à faire, il est donc inutile de leur payer au moment du départ avec des onéraires ayant difficilement cours dans le pays où ils sont envoyés.

Le Syndicat de la presse parisienne vient d'adresser une somme de trois cents francs, prélevée sur les fonds de la Caisse des Victimes du devoir :

1° A Mme Fontaine, veuve d'un ouvrier ;

2° Brametot (Seine-Inférieure), mort en effort de redresser d'une manière un ses camarades presque asphyxié ;

3° A Mme Raverat, veuve d'un brigadier forestier communal de Sainte-Combe (Yonne), tué dans une tournée de rvice par un braconnier.

Il y a quelque temps, des habitants de Issy fondaient un cercle et faisaient appel à leurs amis pour en faire partie.

L'un d'eux, qui avait accepté la proposition d'être membre du nouveau cercle, fut fort surpris de ne plus entendre parler de rien, on ne se présentait pas pour toucher sa cotisation, et chaque fois que, par curiosité plus que par intérêt, il demandait pourquoi, après l'avoir sollicité, on affirmait de le tenir à l'écart, il ne recevait que des réponses évasives.

Enfin, un des membres finit par lui dire la vérité.

Le docteur Marmottan, conseiller du seizième arrondissement, avait pris la direction du cercle et l'avait transformé en club, ou à peu près.

Comme le réclamant travaillait dans l'imprimerie d'un journal conservateur, on l'avait impitoyablement éliminé, sans s'occuper de ses opinions.

Les examens pour les aspirants au professorat dans les écoles de dessin de la ville de Paris ont eu lieu à l'Orangerie du Luxembourg.

Cette cérémonie a duré huit jours. Sur trois cent cinquante candidats, dix-neuf seulement ont été reçus. L'année prochaine il n'y aura pas de concours. Les places sont prises, il n'y en a plus à créer et les dix-neuf reçus attendront des années avant d'être casés, car celles qui ont réussi aux examens des années précédentes attendent encore, en majeure partie, la place d'un cent francs pour l'obtention de laquelle elles ont tant travaillé.

Voilà un des brillants résultats des promesses de M. Jules Ferry et des opportunistes. Ils devaient pourvoir à toutes les demandes, et aujourd'hui ils se débattent, en ne recevant qu'un nombre dérisoire d'aspirants et en supprimant le concours organisé par eux avec tant d'éclat.

La prospérité républicaine : La chambre syndicale des tulles et dentelles vient de prendre l'initiative d'une grande fête de charité qui aura pour but, non-seulement de soulager les pauvres de la capitale, mais encore de faire marcher le commerce, que cette bienheureuse République ne fait plus aller du tout.

Il s'agit de donner, au printemps prochain, une grande fête moyen-âge, à laquelle concourront un grand nombre de chambres syndicales de Paris, représentant plus de 50,000 membres.

Voici quel en serait le programme :

Un cortège représentant les différents corporations marchandes du vieux Paris défilera à travers les voies les plus fréquentées, et des fêtes locales, consistant en l'établissement de jeux anciens, seront installés dans différents carrefours ou jardins publics.

Les organisateurs de cette fête, qui doit avoir lieu en mai 1886, estiment à un million le nombre des visiteurs étrangers qu'attirera cette reconstitution du Paris moyen-âge ; soit, à raison d'une dépense minima de 10 fr. par tête, un total de 30 millions dépensés au profit du commerce parisien.

Puisse ce doux rêve se réaliser !

La Patrie a raconté, il y a quelques jours, l'amusante méprise dont a été victime, à Auviers, M. Victor Patrice, directeur de la Librairie catholique. On l'avait pris pour le conseiller municipal parisien M. Catiaux, et les rares ultralibres-penseurs anversois voulaient lui faire une ovation.

Hier, il lui est arrivé un accident moins gai. Il reçoit un télégramme du Mans lui annonçant la mort de son père. Vite il file au chemin de fer avec sa famille, et, en arrivant, il apprend que... son père jouit d'une santé excellente et que le défunt est un cousin à un degré très éloigné portant le même nom que lui.

A quand une nouvelle erreur ?

LA FOURMI

SOCIÉTÉ D'ÉPARGNE EN PARTICIPATION

Depuis dix ans, l'épargne a été tant de fois sollicitée et trompée, qu'elle ne veut plus faire de placements qu'à coup sûr, sans à l'en rétrograder un revenu modeste. C'est là ce qui explique le grand succès des Caisse d'épargne et de la Caisse postale.

Dans cet ordre d'idées, nous nous faisons un plaisir de dire encore à nos lecteurs quelques mots au sujet d'une institution absolument honnête et qui, par son organisation, a la fois simple et pratique, a su, en peu d'années, devenir populaire et acquiescer, parmi les Sociétés d'épargne de notre pays, une première place.

C'est de la Fourmi, dont la fondation remonte à 1879, que nous voulons parler.

La Fourmi est une variété des plus ingénieuses de la Caisse d'épargne. Elle repose sur l'idée d'association des petites économies accumulées, en vue d'acquiescer, par série de dix ans, le plus grand nombre possible d'obligations françaises à lots (valeurs de tout repos) dont le capital et les intérêts seront partagés lors de la liquidation, ainsi que des lois, s'il y en a, entre tous les membres de la même série et au prorata de la mise de chacun d'eux.

La Société est accessible à toutes les bourses. On verse trois francs par mois et par part ; on peut souscrire plusieurs parts. Les cotisations peuvent également être soldées par trimestre, semestre, etc. Des livrets peuvent être demandés au nom des femmes et des enfants. Pas de formalité gênante pour l'admission : une simple adhésion écrite aux statuts suffit.

On peut aussi prendre un livret au nom d'un enfant, comme à la Caisse d'épargne.

Les fonctions des administrateurs et censeurs sont absolument gratuites ; il en est de même des cent trente-huit correspondants que la Fourmi compte dans cent vingt-cinq villes pour faciliter la perception des cotisations des sociétaires de province.

Voici, au 25 juillet 1885, la situation générale de la Fourmi :

16,820 comptes d'épargne ;

24,105 parts souscrites ;

9,185 obligations à lots ;

2 millions 711,250 francs de capital.

Le revenu du dernier exercice a été de 5 fr. 04 0/10.

Un nouveau souscripteur peut faire partie d'une ou de plusieurs séries de participants, en soldant tout d'abord les cotisations échues depuis leur création, avec les intérêts ; ensuite la cotisation mensuelle est seule exigible. Il a aussi-tout droits sur les obligations déjà

acquises par la ou les séries dans lesquelles il entre.

Il y a déjà cinq séries d'obligations. L'acquéreur de la cinquième, qui date du mois de mai dernier, est à la portée de toutes les bourses. Cette série a déjà pu acquiescer plus de 400 obligations à lots.

Un particulier intéressé montre avec quelle loyauté les opérations sont conduites. Tous les mois on remet aux intéressés la liste des valeurs acquies, ainsi que leurs dates et prix d'achats. Quant aux titres, ils restent déposés en lieu sûr, jusqu'à l'époque du partage de l'actif.

Enfin les associés participent exclusivement à tous les bénéfices faits par la Société.

Il est toujours possible de rentrer en possession des fonds versés. En cas de décès, les héritiers touchent la totalité de ce qui revient au défunt, ou continuent, pour leur compte, la participation.

Nous engageons encore, et très vivement, nos lecteurs à ne pas s'en tenir à ces détails forcément incomplets, et à s'adresser à M. Georges Bolle, président de la Société, 3, rue d'Aboukir, à Paris, qui, en échange d'un timbre de 0 25 pour le port, enverra le dernier compte-rendu, les statuts, spécimens de listes d'achats, etc., etc.

Cette œuvre philanthropique est d'autant plus recommandable, qu'on trouve dans le comité de patronage une infinité de gens connus et considérables par leur position sociale, appartenant à tous les mondes et aux opinions les plus diverses, ce qui prouve qu'il n'y a qu'une pensée lorsqu'il s'agit de faire le bien.

Il nous suffit de relever les noms suivants pour l'éducation de nos lecteurs : MM. Christophe, gouverneur du Crédit foncier de France ; Durrieu, président du Crédit industriel et commercial ; Frédéric Passy et de Hérédia, députés ; Edouard Hervé, rédacteur en chef du *Soleil* ; Guyon, directeur de la *Patrie* ; Mgr Colton, évêque de Valence ; M. le colonel Magnan ; M. le prince de Polignac, etc., etc.

En dix ans, chacun peut se constituer, au moyen d'un simple prélèvement sur ses menus plaisirs, un petit capital et même une rente.

C'est quelque chose que cela ! Qu'on n'hésite donc pas à se renseigner d'abord, et à se faire inscrire ensuite à la Fourmi. Aide-toi, le ciel t'aidera ! Quoiqu'on en dise, le proverbe est toujours bon.

L'AMIRAL COURBET

Les obsèques de l'amiral Courbet ont eu lieu le 13 juin à bord du *Bayard*, où le corps a été placé dans une chapelle ardente. L'amiral Léprieux a tenu à donner une grande solennité à cette cérémonie, à laquelle assistaient les états-majors des bâtiments de l'escadre de l'Extrême-Orient et du corps d'occupation des Pescadores, des détachements de marins de tous les navires et des divers corps de troupes.

L'amiral Léprieux a prononcé l'allocution suivante sur le cercueil de l'amiral Courbet :

Messieurs,

C'est avec le sentiment de la plus vive douleur et l'émotion la plus profonde que je m'approche de ce cercueil pour dire, au nom de l'escadre de l'Extrême-Orient et du corps expéditionnaire de Formose, le suprême adieu à notre glorieux et bien regretté commandant en chef.

Atteint par la mort, vous le connaissez tous, comme nous l'apprenions et vous l'apprenions tous, car jamais nous n'avons plus fait et plus loyalement montré au grand jour. Ferme et brave avant tout dans l'action, dévoué à tous ses devoirs, sympathique et affectueux, il suivait jusqu'aux plus humbles avec la même intérêt bienveillant, et il savait unir la plus vaste intelligence, l'esprit le plus ouvert et le plus cultivé aux plus mâles qualités de caractère.

Je pourrais vous détailler ses brillants services, dans les dernières et glorieuses étapes portées des noms désormais historiques : Thuan-An, Son-Tay, rivière Min, Ke-Lung et Makung. Je me contenterai de les résumer dans un mot, en disant que sa vie entière a été uniquement consacrée à son pays.

Le patriotisme le plus élevé a toujours inspiré du même souffle ardant son âme grande et généreuse, lui traçant la voie qu'il a suivie jusqu'au bout, en faisant sienne la devise de son vaisseau sur lequel il flottait son pavillon. Mais dès sa santé, affaiblie sous toutes les latitudes, ne répondait plus à ce qu'il réclamait d'elle, à ce qu'il lui imposait chaque jour, et c'est par un coup soudain et imprévu qu'il a été enlevé à notre affection et à notre admiration au moment où il allait pouvoir goûter un repos si noblement gagné et si utile à son pays.

A côté du chef vaillant et respecté, laissez-moi vous dire, messieurs, qu'il y avait pour moi, comme pour beaucoup d'entre vous, pour tous sans doute, un ami sûr et dévoué, toujours aimable et bienveillant.

Nous regrettons d'en avoir perdu un tel, mais nous ne regrettons pas de l'avoir connu, car nous restons un grand exemple à suivre, celui d'une noble existence bien remplie.

Adieu, mon cher amiral ! adieu Courbet ! Ton nom sera brillant dans l'histoire de ton pays ; il restera aimé et honoré dans nos cœurs.

La séance du Sénat

Séance du 31 juillet

PRÉSIDENCE DE M. HUMBERT

L'ordre du jour appelle le deuxième tour de scrutin sur le projet de loi concernant la concession d'une pension à la veuve de M. Eugène Pelletan.

Le projet de loi est adopté par 90 voix contre 68 sur 153 votants.

Le Sénat adopte également un projet portant ouverture de 100,000 francs au ministère du commerce pour les études préparatoires des projets relatifs à l'Exposition universelle de 1889, et un projet approuvant une convention concernant la pose et l'exploitation d'un câble sous-marin, reliant nos possessions du Gabon et de la côte de Guinée à Saint-Louis du Sénégal.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du budget.

M. Héral, sous-secrétaire d'Etat aux finances, donne des explications sur le chapitre 17 réservé hier. Ce chapitre ouvre un crédit de 20,000 francs à titre de redevances annuelles envers l'Espagne pour délimitation de la frontière des Pyrénées. Le crédit est absolument nécessaire.

L'orateur prie le Sénat de le voter. Le chapitre 17 est adopté.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Services généraux : Les chapitres 1 à 15 sont adoptés. Les chapitres 17 à 25 sont adoptés.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Les chapitres 1 à 7 sont adoptés.

Chapitre 8. — Présents diplomatiques, 40,000 francs.

M. de Gavardie déclare que ce chiffre est tout à fait insuffisant.

Le chapitre 8 est adopté.

Il en est de même des autres chapitres.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Première section. — Service de l'intérieur.

Les chapitres 1 à 60 sont adoptés.

Deuxième section. — Service du gouvernement général de l'Algérie.

Les chapitres 1 à 16 sont adoptés.

MINISTÈRE DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES

Services généraux :

Les chapitres 1 à 4 sont adoptés.

Les chapitres 11 à 26 sont adoptés.

MINISTÈRE DE LA GUERRE

Les chapitres 1 à 47 sont adoptés.

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES

1^{re} section : Service de la marine.

Les chapitres 1 à 34 sont adoptés.

2^e section : Service colonial.

Après échange d'observations entre MM. de l'Angle Beaumanoir et Roussier, les chapitres 1 à 3 sont adoptés.

Chapitre 4. — Personnel des cultes aux colonies.

M. de Ravignan dépose un amendement en son nom et au nom de MM. de Lareinty, Halgan et Lucien Brun, tendant à rétablir le chiffre de 753,830 fr. réduit par la Chambre, contrairement à l'avis de M. de Mahy lui-même. Cette réduction infligeait à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion.

M. Roussier répond que cette suppression ne saurait porter atteinte au service du culte. D'ailleurs, le gouvernement y veillera.

M. Isaac déplore lui aussi cette réduction, bien qu'il soit partisan des églises et de l'Etat. Il faut se conformer loyalement au Concordat. M. Isaac demande en outre que l'évêché de la Guadeloupe ne soit pas rattaché à celui de la Martinique.

M. Roussier réplique que ses promesses et assurances que la Guadeloupe ne sera pas subordonnée à la Martinique.

M. Edouard Millard. Devant les déclarations du ministre, la commission demande le rejet de l'amendement.

M. Isaac propose de ne réduire que de 24 le culte au franc droit.

Cet amendement n'est pas pris en considération.

Calcul de M. de Ravignan est repoussé par 148 voix contre 93, sur 246 votants.

Les chapitres 4 à 24 sont adoptés.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES

M. de Pressensé. — Je voterai le budget de ce ministère, bien qu'il soit identique à celui que j'ai critiqué au commencement de l'année, parce que j'en n'ai pas aggravé les défauts signalés, et en second lieu, parce que le ministre a déclaré qu'en attendant la séparation des Églises et de l'Etat, on appliquait le Concordat.

Je crois que le pays saura condamner la politique sectaire que l'on suit depuis quelques années.

Les chapitres 1 à 5 sont adoptés.

Chapitre 6. — Enseignement supérieur. Faculté ; personnel : 5,609,800 francs.

M. Bardoux appelle l'attention du ministre sur le séquestre de la géographie.

M. Goblet, ministre de l'Instruction publique, répond que nombre de créations de chaires ou de sociétés favorisant l'enseignement de la géographie se sont produites, tant à Paris qu'en province.

Le ministre ne croit pas à l'utilité d'un Institut géographique. L'initiative privée, avec l'appui de l'Etat, suffit à tous les besoins.

Les chapitres 6 à 9 sont adoptés.

Chapitre 10. — École des Hautes-Études : 325,000 francs.

M. de Ravignan. — Après avoir supprimé les Facultés de théologie, on a créé, à l'École des Hautes-Études, une section des sciences religieuses, c'est de l'irreligion d'Etat, contre laquelle je proteste.

M. Goblet. — Cette section est créée dans un haut intérêt scientifique et n'a pas le caractère que lui a prêté M. de Ravignan.

Les chapitres 10 et 11 sont adoptés.

Le chapitre 12 est également adopté, après quelques observations de M. de Gavardie.

Les chapitres 13 à 47 sont adoptés.

Chapitre 50. — Enseignement primaire. Inspecteurs : 2,150,000 francs.

Les chapitres 50 à 52 sont adoptés.

Les articles suivants sont adoptés. Section II. — Service des Beaux-Arts.

3^e section. — Service des Galeries.

M. Lucien Brun. Je ne voudrais pas que notre silence fût considéré comme une reconnaissance des faits acquis. C'est pourquoi j'apporte une protestation contre la façon dont on applique le Concordat. Je ne reproduis pas les amendements présentés par les autres députés. Je suis en face d'un parti-pris. Mais dans l'esprit que l'heure de la justice sonnera enfin, et sous la réserve des droits incontestables, mes amis et moi voterons le budget des cultes.

Les chapitres 1 à 14 sont adoptés.

M. Bardoux appelle l'attention du ministre sur la situation des inspecteurs diocésains, dont on a récemment supprimé le traitement fixe.

M. Goblet répond que cette suppression est due à la réduction de moitié faite l'année dernière sur le crédit d'un million.

Les chapitres 15 à 36 sont adoptés.

MINISTÈRE DU COMMERCE

Les chapitres 1 à 35 sont adoptés.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

M. de l'Angle-Beaumanoir demande au gouvernement de poursuivre les négociations avec l'Angleterre, afin que celle-ci ouvre ses marchés au bétail français.

M. Hervé-Mangon, ministre de l'Agriculture, regrette cette situation. Il fait toutes les démarches nécessaires et espère qu'elles aboutiront.

Les chapitres 1 à 9 sont adoptés.

Chapitre 10. — Subventions à diverses institutions agricoles : 817,400 fr.

M. de Ravignan déclare que ces subventions ne sont que des subventions électorales, données contre le gré des conseils généraux.

M. Hervé-Mangon. — Je proteste contre cette assertion. Je n'ai jamais fait et ne ferai jamais de candidature officielle. Quant au fait en lui-même, je regrette de n'avoir point été mis à même de le démentir. Je puis affirmer qu'aucune préoccupation politique ne préside à la distribution des subventions.

M. de Ravignan insiste sur la nécessité de rendre cette distribution plus impartiale. Les chapitres 10 à 13 sont adoptés.

Le Sénat s'ajourne à demain pour la suite de la discussion.

CHINE ET TONG-KING

A l'arrivée du général de Courcy, le général Brière de Brière de l'Isle a adressé l'ordre du jour suivant au corps expéditionnaire du Tong-King :

Officiers, sous-officiers, soldats et marins,

À l'heure de remettre le commandement du corps expéditionnaire au général de division Roussel de Courcy, j'ai le devoir de vous remercier du concours plein d'abnégation que vous m'avez prêté, de vous féliciter de toutes les vertus militaires dont vous avez fait preuve pendant la pén-

ble, la sanglante campagne qui vient de prendre fin.

La signature des préliminaires

tribution des portes et fenêtres, 5 centimes sur la contribution mobilière et 4 centimes sur la contribution des patentes.

Art. 2. — Le produit de ces impositions sera employé conformément avec les fonds libres de chaque exercice :

1° Au montant des annuités nécessaires au paiement d'immeubles acquis ou à acquiescer pour les besoins du service scolaire ;

2° A l'exécution des travaux d'utilité générale. Nous en avons donné la nomenclature dans notre numéro de dimanche dernier.

M. Mesureur combat les conclusions du rapport comme insuffisantes.

M. Michelin combat toute espèce d'emprunt.

M. Dreyfus critique le système de la commission et se prononce pour un emprunt direct, sinon pour la création de bons du Trésor.

M. Vauthier demande que l'on crée des ressources autrement que par un emprunt.

La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

M. Deligny informe le conseil que la commission parlementaire de classement des chemins de fer est disposée à demander au gouvernement la concession à la ville de Paris, avec faculté de rétrocession, du chemin de fer Métropolitain.

M. Georges Berry, voulant voir remédier à ce fait que, d'après les tarifs des chemins de fer, certaines expéditions venant de pays étrangers aux Halles de Paris coûtent moins cher que les mêmes expéditions dues à nos nationaux, ce qui porte préjudice à la fortune de la France et à l'alimentation de Paris, fait renvoyer à la septième commission un vœu tendant à la modification des tarifs de chemins de fer sur les lignes aux denrées transportées aux Halles de Paris.

Le conseil s'ajourne à lundi.

LES DISTRIBUTIONS DE PRIX

Avant-hier, à eu lieu, dans l'hémicycle de l'Ecole des beaux-arts, la distribution des prix aux élèves de l'Ecole nationale de dessin pour les jeunes filles. Depuis trois jours l'exposition des travaux des élèves est ouverte dans les locaux de l'Ecole, 10, rue de Seine. Il est fâcheux que la distribution des prix ait eu lieu dans ce même local, car M. Kœnig, en allant présider cette cérémonie, aurait pu se rendre compte des déplorables conditions d'hygiène et de salubrité où se trouve placée la seule Ecole nationale de dessin pour les jeunes filles qui existe à Paris.

Cette école, qui est pour les jeunes artistes femmes ce qu'est pour les hommes l'Ecole des beaux-arts, a pour directrice Mlle Nelly Marandon de Montyel, qui succède dans ces délicates fonctions à Mme Rosa Bonheur, aujourd'hui directrice à l'école de la rue de Valenciennes. Elle relève directement du ministère des beaux-arts, et chaque jour deux cents jeunes filles, appartenant à la bourgeoisie, à la noblesse, à la haute bourgeoisie, à la haute noblesse, y reçoivent l'enseignement officiel en vue de l'obtention du brevet spécial.

Or, pour répondre aux diverses exigences d'un enseignement qui comporte le dessin d'après la nature, la peinture, la gravure, la sculpture, la gravure, l'école doit avoir pour tout local une seule salle, assez vaste à la vérité, mais dans laquelle tous les cours doivent se faire presque simultanément.

Il n'est pas besoin d'insister beaucoup sur la déficience d'une telle organisation au point de vue de l'enseignement, et l'on se fait aisément une idée de ce que pourrait être une classe où un professeur ferait dans un coin un cours de philosophie, tandis que dans un autre coin un second professeur ferait un autre cours d'éléments aux difficultés du calcul différentiel.

C'est cependant ce qui se pratique, à la différence près des matières enseignées, à l'Ecole nationale de dessin pour les jeunes filles.

Mais, en outre de cet inconvénient déjà grave, l'école laisse encore bien plus à désirer sous le rapport d'hygiène.

Faute d'un local convenablement approprié, faute surtout d'une œuvre où les élèves puissent aller respirer l'air dans l'intermittence des leçons, les jeunes filles de l'école doivent rester de dix heures du matin à quatre heures de l'après-midi dans la salle des cours qui sert en même temps d'atelier, de préau à l'heure du repos, et de réfectoire à l'heure du déjeuner. Pour toute prise d'air, cette salle ne possède que les carreaux du plafond que l'on ne peut ouvrir lorsqu'il pleut. Les élèves doivent donc se tenir pendant six heures consécutives dans un air vicié, que ne contribue pas peu à rendre délétère la proximité de water-closets dont la propreté est plus que douteuse, et qui se trouvent réunis à la grande salle par un couloir sans fenêtres qu'il est impossible d'aérer.

Aussi, en présence des inconvénients qui peuvent résulter, pour les jeunes filles, de l'insalubrité de l'établissement, beaucoup d'élèves doivent-elles, sur le conseil de leur médecin, s'absentir de l'école pendant des cours, en ne se rendant à l'école que pendant la matinée.

Le ministère des beaux-arts, qui a consacré un palais à l'éducation artistique des jeunes gens, voudrait-il continuer à se montrer aussi peu soucieux des intérêts des artistes appartenant au beau sexe ? et ne pas remédier à un état de choses préjudiciable à la nation ?

LA PETITE MARTHE

HISTOIRE PARISIENNE

XXVI

(Suite)

Le lendemain, de bonne heure, Claude Martel avait pris une résolution.

— Madame Tavy, dit-il, pardonnez-moi si j'abuse de votre bonne volonté ; mais il n'y a pas d'autre moyen : vous allez retourner tout de suite au couvent.

— Et pourquoi faire, mon Dieu ? demanda Mme Guillaumette, surprise.

— Voici... Vous direz à sœur Félicie que vous venez la chercher, que Marthe la réclame à grands cris, qu'il y aurait du danger à laisser l'enfant éloigné d'une personne qu'elle aime tant. Enfin, vous direz tout ce que vous voudrez : je m'en rapporte à vous. Déployez toute votre éloquence !

— Oh ! par exemple, monsieur, s'écria maman Tavy, subitement enchantée... voilà qui serait une fameuse affaire, si on pouvait la décider, cette sainte créa-

ture, à venir avec nous à la campagne !... D'autant plus que la petite n'en démord pas : tout à l'heure, sa première parole, en s'éveillant, a été : « Eh bien ? est-elle arrivée ?... » La pauvre fillette ! Elle en ferait une malade !

— Raison de plus pour ne pas tergiverser, madame Tavy... Vous avez compris ce que je viens de dire ? Maintenant si, comme la chose est fort possible, sœur Félicie consent à vous accompagner, vous vous garderez bien, je suppose, de l'amener ici, rue des Acacias, hein ?

— Oui, mais vous n'êtes pas très bien installée pour la recevoir, elle pourrait trouver que votre... mari a follement changé depuis sa visite au couvent !

C'est vrai, monsieur, avoua Mme Guillaumette en baissant les yeux.

— Donc, continua Claude Martel avec animation... en rentrant à Paris, si sœur Félicie est avec vous, vous vous ferez conduire directement à la gare de l'Ouest, où vous prendrez vos places pour le train de deux heures. A deux heures moins un quart, entendez bien : à deux heures moins un quart, vous priez sœur Félicie de garder les bagages un instant, et vous viendrez vite, vite à la porte de la gare donnant sur la rue d'Amsterdam ; je serai là, moi, avec la petite Marthe, que je vous glisserai dans les mains comme une lettre à la poste.

— Mais, monsieur, hasarda maman Tavy... ne serait-il pas plus simple de la prendre tout de suite avec moi ?

— Sans doute, si vous étiez absolument sûre de ramener sœur Félicie... Mais si sœur Félicie ne pouvait pas vous suivre ?

— C'est pourtant vrai ! il faudrait alors la croquer et la bannière pour ramener l'enfant... Ah ! monsieur, vous pensez à tout !

— C'est bien ; pas de compliments, je vous prie, madame, et... attention ! Voici un petit carnet qu'il s'agit de ne pas per-

drable à l'art, terrain neutre où la femme, depuis longtemps, planée vicieusement le drapeau de ses revendications.

COLLÈGE MUNICIPAL ROLLIN

Hier, vendredi, à eu lieu la distribution solennelle des prix aux élèves de sixième, septième et huitième, sous la présidence de M. Frère, membre du conseil municipal.

Le discours d'usage a été prononcé par M. Weilmann, professeur de sixième, qui avait pris pour sujet : « Comment il faut lire et quel choix on doit faire dans les livres. » L'orateur a, sur ce sujet, souvent traité déjà, par des observations fines et vraies, par des images et des comparaisons nouvelles, dans un style clair, simple, toujours correct, souvent élégant.

Parmi les élèves le plus souvent couronnés nous avons remarqué :

En 6^e (5 divisions) : MM. Chameroy, Julien, Pougard, Armand Cahen, Gellier, Albert Lévy, Lécroix, Paul Gazier, Bruniquet, Richard Magnan, Lacapère, Martinet, Weber.

En 7^e (4 divisions) : MM. Georges Cahen, Suau, Robert Lévy, Guilmoir, Lévièvre, Albert Faure, Georges Schweitzer, Georges Gazier.

En 8^e (4 divisions) : MM. Grillot, Muller, Desques, Dams, Daisné, Etléne, Heilbronn, Neu, Donnet, Janin, Roland, Gerdès.

L'excellente musique du 115^e de ligne, qui prêtait son concours à cette solennité, y a fait entendre les plus beaux morceaux de son répertoire.

Le conseil municipal a été donné les prix aux élèves des classes préparatoires (6 divisions).

Nous avons remarqué les noms de MM. Adolphe, Fortin, Joseph Landowski, Flanquet, Gallet, Gaston Weill, Libert, Maurrupt, Paul Bloc.

Le conseil s'ajourne à lundi.

AUX EAUX

La Bauche. — Propiac. — Granville.

L'an dernier encore, les communications avec LA BAUCHE n'étaient pas très faciles. Que les temps sont changés ! Maintenant on arrive sans encombre dans ce coin de la Savoie, soit par Lyon, soit par Chambéry ; un chemin de fer traverse la belle vallée, et quatre trains par jour — ce n'est pas trop, mais c'est suffisant — descendent les voyageurs à la nouvelle station nommée Lepin-La-Bauche. A la porte de la gare des voitures, s'arrêtent à tous les hôtels, desservent LA BAUCHE et les Echelles.

Tout est bosquets, fleurs et prairies à LA BAUCHE. Quels admirables panoramas s'offrent de tous côtés aux regards émerveillés du touriste ; la luxuriante végétation a transformé toute la vallée en un immense parc. L'air est très pur. Les enfants sont à LA BAUCHE dans les meilleures conditions de salubrité.

Si les peintres y trouvaient ce qu'ils trouveraient à merveille les sujets à LA BAUCHE, tous y afflueraient.

Il y a là des motifs de décors que l'on chercherait vainement ailleurs. La vie y est confortable, à des prix modestes, et l'on peut se loger à LA BAUCHE selon son goût. Le côté divertissements, sans dominer, n'est pas négligé.

Les amateurs d'excursions n'ont que l'embarras du choix : en une demi-heure — en voiture — vous faites une visite au chalet de la montagne, à 700 mètres d'altitude.

Pour vous donner un peu d'appétit, je vous conseille d'entreprendre l'ascension du mont Grêle (1,426 mètres d'altitude, pas un de plus, pas un de moins). Le spectacle grandiose qu'on aperçoit dédommage amplement des fatigues de l'ascension. L'œil découvre une dizaine de départements, la chaîne des Alpes, le Mont-Blanc, les glaciers des Monts-Roses, le Mont-Carvin, les deux Saint-Bernard — le grand et le petit — et le Mont-Cenis.

D'en haut, on se voit entre deux lacs, le lac du Bourget et celui d'Aiguebelle.

Faites une promenade au lac d'Aiguebelle, vous ne la regretterez pas ; vous aurez de plus enrichi votre mémoire de légendes curieuses ou sinistres. Je ne veux pas vous rapporter ici ces légendes, pour vous laisser le plaisir de les entendre de la bouche même des guides du pays. Vous ne sauriez quitter LA BAUCHE sans visiter la grotte de Mandrin à Vezal Novalaise, les gorges de Chailles, les grottes des Echelles, Saint-Pierre-d'Ennemont et enfin la Grande Chartreuse.

Ma foi, pour parler franc, je ne sais laquelle de ces excursions vous procurera le plus de plaisir. Elles ont toutes un immense attrait. Il me resterait à vous parler de l'eau proférée et alcaline de LA BAUCHE. Mais vous connaissez tous ses propriétés bienfaisantes dans une foule de maladies, et je passe.

Sur le roc de Granville que surmonte un phare, ont été établies récemment deux belles promenades d'où l'on découvre un panorama magnifique.

L'établissement des bains, fondé sur la belle plage unie, sans galets, est dirigé par des mains habiles. M. Bourlet, le directeur, ne sait refuser aucune distraction à ses baigneurs. Tous les soirs, des sauteries pleines d'entrain sont organisées au casino ; tous les jours aussi, de 4 heures à 6 heures, un orchestre donne des concerts. Trois fois par semaine il y a bal à grand orchestre.

Comme tout établissement qui se respecte, celui de Granville est pourvu d'un salon de lecture, d'une salle de jeu. La clientèle du Casino de Granville se recrute exclusivement dans la bonne société. Il n'est pas de jours, pendant la saison,

où des bandes joyeuses ne partent de GRANVILLE pour des excursions au mont Saint-Michel, aux îles Guernesey et Jersey. A Jersey, vous pourriez voir la maison où habita jadis Victor Hugo. Voilà une excursion toute d'actualité ou je ne m'y connais pas.

A. CAHEN.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Au moment où commence la saison des voyages, nous appelons l'attention des touristes sur la collection des GUIDES JOANNE.

Librairie Plon : Victor-Emmanuel et Massin ; prince de Bismarck et Massin, par G. Bouillier.

L'approche des élections générales a donné naissance à bon nombre de publications destinées, dans la pensée de leurs auteurs, à éclairer l'opinion publique.

Un ouvrage distingué vient de paraître, dans ce but, chez MM. Bloud et Barral, un opuscule appelé à un véritable retentissement : *La Troisième République jugée par un ancien député républicain*. L'auteur raconte les faits et gestes de nos gouvernements avec esprit et en homme compétent. Quiconque lira son livre de bonne foi ne pourra conserver d'illusions, à en juger par le passé, sur le déplorable avenir que la République réserve à la France, si, par un effort suprême et vigoureux, elle ne parvient à se débarrasser des politiciens qui l'exploitent et l'oppriment.

Nous ne saurions trop recommander la diffusion de cette excellente publication.

(Voir aux Annonces.)

GAZETTE THÉÂTRALE

LES CONCOURS DU CONSERVATOIRE

Les séances du Conservatoire se sont terminées hier, par le concours des huit classes d'instruments à vent.

Voilà listes des récompenses décernées à nos jeunes instrumentistes :

Fûte (professeur, M. Altès), pas de premier prix. Second prix, M. Bérard. Premier accessit, M. J. Roux. Deuxième accessit, M. Fournier.

Hautbois (M. Gillet, professeur), Premier prix, M. Bas et Maury. Second prix, M. Longy. Premier accessit, M. Hurel.

Clarinete (M. Rose, professeur), Premier prix, M. Bruneau. Second prix, M. Gomez. Premier accessit, M. Lefebvre.

Basson (M. Jancourt, professeur), Premier prix, M. Hamburg et Simon. Second prix, M. Dherin. Premier accessit, M. Debuchy. Deuxième accessit, M. Violet.

Cor (professeur, M. Mohr), Premier prix, M. Lambert. Pas de second prix. Premier accessit, M. Cornu.

Cornet à pistons (M. Arban, professeur), Premier prix, M. Ducand. Second prix, M. Lechin. Premier accessit, M. Baccin.

Trompette (M. Carlier, professeur), Premier prix, M. Bédouin. Second prix, M. Bruguière. Premier accessit, M. Joseph.

Trombone (professeur, M. Delisse), Premier prix, M. Bulvalet. Second prix, M. Bailly. Premier accessit, M. Massot.

Le jury de cette dernière séance était composé de MM. Ambrose Thomas, Baillet, Dupont, Emile Jony, V. Jonclères, Pasdeloup, Tulliani et Turban.

Les artistes du théâtre de Cluny clôturent la série des représentations de *Trois femmes pour un mari* par le théâtre de Belleville. La pièce sera jouée à ce théâtre du 2 au 8 août inclusivement.

Ge soir, à l'Horloge, première représentation de *Baigneurs et Baigneuses*, fantaisie aquatique jouée par MM. Duham, Rivière, Dufour, Pelletier, Mmes Marthy, Blockette, Faure et Lalancé.

Le Tout-Paris qui s'amuse a adopté les mercredis et samedis du Jardin de Paris.

M. Salabert, ancien interprète de l'Opéra, se défie de M. Ritt et Gailhard, a actionné, comme on sait, ces derniers devant le tribunal civil en 5,000 fr. de dommages-intérêts.

Il y a quelques jours, le tribunal refusa d'ordonner la communication d'une lettre écrite par les directeurs de l'Opéra au ministre des beaux-arts, communication qu'exigeait M. Salabert pour établir que son renvoi était dû aux allégations inexactes qui étaient contenues dans ladite lettre.

Aujourd'hui, M. Salabert a l'intention, paraît-il, de mettre en cause le ministre lui-même, pour obtenir par les voies de droit la révoque de cette lettre, qu'il juge insupportable.

Le tribunal a renvoyé l'affaire après avoir

ou des bandes joyeuses ne partent de GRANVILLE pour des excursions au mont Saint-Michel, aux îles Guernesey et Jersey. A Jersey, vous pourriez voir la maison où habita jadis Victor Hugo. Voilà une excursion toute d'actualité ou je ne m'y connais pas.

A. CAHEN.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Au moment où commence la saison des voyages, nous appelons l'attention des touristes sur la collection des GUIDES JOANNE.

Librairie Plon : Victor-Emmanuel et Massin ; prince de Bismarck et Massin, par G. Bouillier.

L'approche des élections générales a donné naissance à bon nombre de publications destinées, dans la pensée de leurs auteurs, à éclairer l'opinion publique.

Un ouvrage distingué vient de paraître, dans ce but, chez MM. Bloud et Barral, un opuscule appelé à un véritable retentissement : *La Troisième République jugée par un ancien député républicain*. L'auteur raconte les faits et gestes de nos gouvernements avec esprit et en homme compétent. Quiconque lira son livre de bonne foi ne pourra conserver d'illusions, à en juger par le passé, sur le déplorable avenir que la République réserve à la France, si, par un effort suprême et vigoureux, elle ne parvient à se débarrasser des politiciens qui l'exploitent et l'oppriment.

Nous ne saurions trop recommander la diffusion de cette excellente publication.

(Voir aux Annonces.)

GAZETTE THÉÂTRALE

LES CONCOURS DU CONSERVATOIRE

Les séances du Conservatoire se sont terminées hier, par le concours des huit classes d'instruments à vent.

Voilà listes des récompenses décernées à nos jeunes instrumentistes :

Fûte (professeur, M. Altès), pas de premier prix. Second prix, M. Bérard. Premier accessit, M. J. Roux. Deuxième accessit, M. Fournier.

Hautbois (M. Gillet, professeur), Premier prix, M. Bas et Maury. Second prix, M. Longy. Premier accessit, M. Hurel.

Clarinete (M. Rose, professeur), Premier prix, M. Bruneau. Second prix, M. Gomez. Premier accessit, M. Lefebvre.

Basson (M. Jancourt, professeur), Premier prix, M. Hamburg et Simon. Second prix, M. Dherin. Premier accessit, M. Debuchy. Deuxième accessit, M. Violet.

Cor (professeur, M. Mohr), Premier prix, M. Lambert. Pas de second prix. Premier accessit, M. Cornu.

Cornet à pistons (M. Arban, professeur), Premier prix, M. Ducand. Second prix, M. Lechin. Premier accessit, M. Baccin.

Trompette (M. Carlier, professeur), Premier prix, M. Bédouin. Second prix, M. Bruguière. Premier accessit, M. Joseph.

Trombone (professeur, M. Delisse), Premier prix, M. Bulvalet. Second prix, M. Bailly. Premier accessit, M. Massot.

Le jury de cette dernière séance était composé de MM. Ambrose Thomas, Baillet, Dupont, Emile Jony, V. Jonclères, Pasdeloup, Tulliani et Turban.

Les artistes du théâtre de Cluny clôturent la série des représentations de *Trois femmes pour un mari* par le théâtre de Belleville. La pièce sera jouée à ce théâtre du 2 au 8 août inclusivement.

Ge soir, à l'Horloge, première représentation de *Baigneurs et Baigneuses*, fantaisie aquatique jouée par MM. Duham, Rivière, Dufour, Pelletier, Mmes Marthy, Blockette, Faure et Lalancé.

Le Tout-Paris qui s'amuse a adopté les mercredis et samedis du Jardin de Paris.

M. Salabert, ancien interprète de l'Opéra, se défie de M. Ritt et Gailhard, a actionné, comme on sait, ces derniers devant le tribunal civil en 5,000 fr. de dommages-intérêts.

Il y a quelques jours, le tribunal refusa d'ordonner la communication d'une lettre écrite par les directeurs de l'Opéra au ministre des beaux-arts, communication qu'exigeait M. Salabert pour établir que son renvoi était dû aux allégations inexactes qui étaient contenues dans ladite lettre.

Aujourd'hui, M. Salabert a l'intention, paraît-il, de mettre en cause le ministre lui-même, pour obtenir par les voies de droit la révoque de cette lettre, qu'il juge insupportable.

Le tribunal a renvoyé l'affaire après avoir

s'écria maman Tavy, qui, après s'être léurrée d'un triomphe certain, frémissait maintenant à la pensée d'un échec possible. Il s'agit bien d'une invitation !... Est-ce que je me permettrais, moi, votre humble servante, de vous adresser une politesse, d'être à l'égalé ? Mais c'est un service, c'est une faveur, c'est une grâce, que je vous demande !... C'est le soulagement, c'est la santé, c'est la vie peut-être que j'implore pour la pauvre enfant !...

Vous avez vu, hier, ma chère sœur, avec quelle peine je l'ai arrachée de vos bras ? J'ai même eu l'imprudence, croyant que ce n'était qu'un jeu, de lui promettre que vous viendriez la rejoindre. Eh bien, depuis ce matin, la petite chérie pleure, et se lamente, et crie en vous réclamant de toutes ses forces !... Ah ! si vous saviez !

Mon Dieu ! mon Dieu !... Comment faire ? interrompit sœur Félicie éplorée, elle aussi, en voyant maman Tavy sortir son mouchoir de sa poche pour essuyer de vraies larmes. Je ne demandais pas mieux que de vous accompagner ; mais je ne m'appartiens pas... Je ne suis pas libre.

— Alors conduisez-moi vers madame la supérieure !... Je lui dirai... Je lui expliquerai... Elle comprendra... qu'on ne peut pourtant pas laisser mourir une pauvre enfant !... Car le médecin ne répond de rien... balbutia maman Tavy, complètement épuisée par son rôle et dont les paroles, tremblotantes et syncopées par le hoquet dramatique, ravageaient le cœur de sœur Félicie comme une mitraille déchirante.

— Ecoutez, madame : de grâce, calmez-vous ! reprit la jolie religieuse en saisissant la main de madame Tavy... Je vais aller moi-même parler à Mme la supérieure... Attendez-moi ici quelques instants... Mais dites-moi, je vous en prie, interrogez-elle curieusement... à supposer que je puisse vous suivre, trions-

nous avec l'enfant ?

— Tout près d'ici, ma sœur, et seules, oh ! toutes seules avec l'enfant ! protesta solennellement maman Tavy... C'est-à-dire, expliqua-t-elle avec plus de calme, nous irons d'abord tout droit, sans débrider, au chemin de fer de l'Ouest, pour aller ensuite directement à la campagne, en Normandie, par le chemin de fer... Quatre ou cinq heures de voyage, tout au plus.

— Enfin, madame, encore une fois, remettez-vous et attendez-moi ! répéta sœur Félicie en dégageant ses mains déhiscents, restés en oiage dans la main robuste de maman Tavy.

Elle sœur Félicie s'était rendue en toute hâte auprès de Mme la supérieure, à qui elle rapporta, sans les affaiblir, les éloquentes paroles qu'elle venait d'entendre.

— Ma chère enfant, dit la supérieure après avoir réfléchi un moment... il faut accepter les propositions de cette dame, qui m'a paru fort honnête et fort estimable, dans le court entretien que j'ai eu avec elle, ces jours derniers. Je vous répète qu'il m'est impossible, en conscience, de vous garder dans cette maison, maintenant que le séjour y peut être dangereux.

— Mais vous, ma chère mère, vous y restez bien ? objecta respectueusement sœur Félicie.

— Oh ! moi, c'est différent, répliqua la supérieure avec un sourire triste... Je reste comme le capitaine doit rester à son bord, quand le navire est menacé... tandis que vous, mon enfant, songez donc : vous ne faites pas même partie de l'équipage !...

— Hélas ! non, pas encore... Ce n'est que par une fiction complaisante, mon vrai nom est encore Clotilde Darbel ! sou-

pira mélancoliquement la charmante novice.

— Et vous n'en êtes pas moins chère au cœur de Dieu, mon enfant ; car il n'y a pas au monde une âme plus droite et plus pure que la vôtre.

— Mais, au moins, ma bonne mère, demanda Clotilde, rougissant sous l'éloge... seule, à la campagne, avec Mme Tavy, il me sera permis, j'espère, de continuer de porter le saint habit ?

— Ceci, ma pauvre Clotilde, est un enfantillage de votre part. Pourquoi autoriserai-je cette infraction aux règles de notre ordre ? Ici, où vous accomplissez une sorte de noviciat, et pour l'harmonie du costume dans le personnel enseignant, rien ne s'oppose à ce que vous portiez l'habit religieux. Mais pour ces courtes vacances que nous inflige un malheur imprévu, reprenez, croyez-moi, reprenez l'habit de votre véritable condition dans le monde ; ce qui est matériellement facile, après tout, puisque j'ai eu soin de vous faire conserver, malgré vous, la garde-robe que vous avez apportée au couvent.

Puis, remarquant la tristesse de Clotilde, la supérieure ajouta :

— Qui sait ? mon enfant, c'est peut-être une dernière épreuve que le ciel vous impose aujourd'hui par ma voix. Plus tard, après la rentrée, si votre désir persiste de vous consacrer à Dieu, nous en reparlerons sérieusement... En attendant, rendez encore une fois la liberté à ces beaux cheveux, emprisonnés depuis bientôt deux ans... Allez et préparez-vous à partir. Dans une demi-heure, j'irai vous prendre dans votre chambre, et je vous remettrai moi-même aux mains de Mme Tavy... J'ai dit. Obéissez ! acheva la supérieure, en tempérant par un baiser maternel la gravité impérative de ses dernières paroles.

HENRI LERICHE.

ations, pour lui permettre d'introduire cette nouvelle instance.

M. Carvalho vient de désigner la pièce qui sera jouée à la réouverture de l'Opéra-Comique. On inaugurera la saison avec *Une nuit de Clotilde*, qui sera interprétée par les artistes de la création. Un seul changement aura lieu probablement pour le rôle de Choarimon, créé par Mlle Reggiani. Cette jeune cantatrice n'ayant pas renouvelé son engagement, il est question de confier le personnage de la suivante de Clotilde à Mlle Castagné.

M. Carvalho s'occupera aussitôt après de monter le *Lohengrin*, de Wagner, avec M. Talazac et Mlle Emma Calvé, qui a débuté avec succès à la salle Favart, dans le *Chevalier Jean*. Après viendra l'opéra-comique de MM. Adolphe d'Ennery et Armand Silvestre, musique de M. Arthur Coquard. Un des meilleurs artistes de la troupe vient de résilier l'engagement qui le liait à ce théâtre. Il s'agit du ténor Mauras. M. Mauras, se basant sur un service rendu à son directeur lors de la reprise du *Barbier de Séville* avec Mlle Van Zandt et M. De-genne, au moment où il avait été remplacé ce dernier à Lyon, avait demandé l'autorisation d'aller donner une série de représentations à Monte-Carlo, dans le courant du mois de janvier. Mais M. Carvalho refusa net, d'où résiliation.

M. François Coppée travaille en ce moment au livret d'un grand drame lyrique qui sera représent

